

Fédération
de la Distribution
Automobile



La FEDA appelle les nouveaux députés à plus de pragmatisme pour les mobilités quotidiennes des Français

Alors que l'Assemblée nationale constituée à l'issue des législatives des 12 et 19 juin commence à siéger en session extraordinaire, la Fédération de la Distribution Automobile (FEDA) appelle les députés, élus ou réélus, à s'engager en faveur d'une mobilité durable accessible à tous les Français.

La FEDA représente des professionnels de l'après-vente qui répondent chaque jour dans 1.300 points de vente et ateliers aux besoins de millions de Français pour leurs déplacements, dont deux tiers se font en voiture.

Dans un courrier qu'elle vient de leur adresser, la fédération alerte les députés sur le calendrier et les modalités de la conversion à l'électrique, en leur demandant d'agir pour qu'elle ne soit pas un facteur supplémentaire de ségrégation spatiale et sociale.

La Commission et le Parlement ont en effet l'intention d'interdire en 2035 les ventes de véhicules neufs à essence ou diesel, au profit de voitures 100% électriques ou à hydrogène. Les autres motorisations – thermiques et hybrides – seraient donc proscrites. Une telle mesure avancerait de 5 ans l'échéance fixée en France par la loi d'orientation des mobilités (LOM), qui prévoit l'interdiction de la vente de véhicules neufs thermiques en 2040.

Cette accélération du calendrier n'est pas souhaitable et la FEDA appelle les pouvoirs publics français à maintenir la date de 2040. Une telle trajectoire est d'autant moins soutenable sur le plan social qu'elle est conjuguée à la mise en place, d'ici 2025, de zones à faibles émissions (ZFE) dans 45 métropoles et agglomérations. Représentant le **tiers de la population française**, ces métropoles risquent de constituer, pour les populations vivant en périphérie, de véritables **zones d'exclusion**.

Il faut en effet se rendre à l'évidence : pour des millions de Français des classes moyennes et populaires, le passage à l'électrique sera très difficile ou impossible, compte tenu du coût de ces véhicules et des aides à la conversion très réduites qui sont disponibles. Ceux qui vivent dans ou en périphérie des métropoles pourraient donc, en l'absence d'alternatives suffisantes en transports publics, se voir priver d'accès à l'emploi, à la santé ou à la culture, et plus largement aux activités et services essentiels concentrés au cœur des métropoles.

C'est pourquoi la FEDA considère que porter le véhicule électrique de 8% à 100% des ventes en si peu de temps (14 ans) constitue un **pari extrêmement risqué** qui laisseront probablement des **millions de ménages** parmi les moins aisés, notamment dans les territoires ruraux ou péri-urbains, **sur le bord de la route**.



En outre, alors que la **vie chère** et le pouvoir d'achat représentent des préoccupations majeures pour les Français, la FEDA demande au législateur, à l'occasion des prochains débats sur le pouvoir d'achat, de s'engager sur des mesures fortes en faveur du **budget mobilité** des ménages.

A la hausse du prix des carburants, sujet important du début comme de la fin du quinquennat, s'ajoute d'ailleurs **l'inflation relative à l'entretien automobile**. Les réparations sont de plus en plus coûteuses, du fait de la hausse continue du prix des **pièces détachées** : +11% en 2019, +7,5% en 2020... Elles représentent une part très importante du budget (17,5%) que les ménages consacrent à leur(s) véhicule(s).

La FEDA rappelle que les mobilités quotidiennes ont été à l'origine, avec la hausse des prix à la pompe, de la plus longue et de la plus violente **crise sociale** des cinq dernières années, celle des Gilets jaunes.

La FEDA fait donc sienne l'appréciation de Carlos TAVARES à ce sujet : « C'est la brutalité du changement qui crée le risque social. Sans transition progressive, les conséquences sociales seront majeures ».

Si la FEDA souscrit à la nécessité d'une transition écologique du parc automobile actuel, elle estime que **les modalités – calendrier, mesures d'accompagnement...** – de cette transition **doivent impérativement être revues**.

C'est précisément pour avertir les députés élus ou réélus les 12 et 19 juin des risques induits par des choix inadaptés sur les politiques de mobilité que la FEDA leur adresse un ensemble de **propositions pour une transition écologique réaliste et atteignable** par tous les Français, parmi lesquelles les suivantes :

- intégrer les véhicules hybrides et hybrides rechargeables à la conversion du parc à l'électromobilité
- investir massivement dans un réseau dense de bornes de recharge rapides et lever les freins réglementaires à leur déploiement
- revoir le calendrier et les modalités de l'interdiction des véhicules dans les ZFE
- renforcer et massifier les aides à la conversion, trop faibles et trop peu nombreuses, pour les particuliers et les professionnels.

La FEDA espère vivement que cette alerte et ces propositions seront prises en compte afin de concilier l'urgence écologique avec l'impératif d'une **mobilité durable pour tous**.